



## Déclaration liminaire au CTL du 19 janvier 2012

Le démographe Emmanuel Todd déclarait dans une récente interview à l'hebdomadaire Le Point: « *la triste vérité est que nous sommes gouvernés par des imbéciles, les gens qui sont aux commandes doivent être tenus pour responsables.....* » Il traitait aussi les ministres Baroin et Pecresse, d'incompétence au sommet. Si effectivement, il y a de quoi parfois se poser des questions, nous ne partageons pas complètement cette analyse. Nous ne crierons donc pas à l'imbécillité de tous les responsables, bien au contraire, nous pensons qu'ils font preuve d'une grande intelligence pour maquiller par de grands discours très complexes et ultra techniques - la collusion pourtant évidente entre les milieux politiques libéraux et le milieu financier international. Par exemple, aujourd'hui, ces milieux ne parlent plus de crise du système capitaliste, mais répètent en boucle le nouveau terme à la mode :

« la crise de la dette ».

Ainsi, une propagande subtile affirme de manière insignifiante que la crise actuelle, c'est principalement le problème de la dette publique, et que la dette publique proviendrait essentiellement du nombre de fonctionnaires... Autant de stupidités affirmées néanmoins avec beaucoup d'intelligence. Ainsi la crise n'aurait rien à voir avec la spéculation débridée, rien à voir avec un très mauvais partage des richesses (richesses qui ne cessent pourtant d'augmenter)... et rien à voir, bien sur, avec l'aberration d'un système capitaliste devenu fou et qui s'acharne à vouloir faire sauter les dernières protections, les derniers gardes-fous incarnés par l'Etat... Un peu l'exact contraire du système soviétique avant son effondrement... mais la déliquescence en est néanmoins toute aussi évidente et le dogmatisme de la rentabilité contre la Démocratie tout aussi inacceptable.

C'est clairement cette logique totalitaire et ce dogmatisme en apparence absurde (où, comble de l'idiotie, les fonctionnaires sont présentés comme grands responsables de la crise) qui a présidé à la décision cette année à la DGFIP de supprimer encore 2441 emplois ! 13000 emplois supprimés depuis 2008 ! Là encore, un choix en apparence stupide (attaquer l'os en matière d'emploi n'est pas très malin !), mais au final un choix idéologique implacable au service des milieux ultra libéraux pour qui l'Etat doit pratiquement disparaître pour empêcher toute régulation sociale... Services Publics, Retraites, Protection Sociale, tout doit disparaître au service d'un système financier qui veut définitivement s'accaparer tous les pouvoirs, toutes les richesses et faire taire toute contestation.

A la DGFIP, dissimulé avec la fusion en paravent, c'est derrière une nouvelle présentation extrêmement complexe et technique (MAGERFIP et compagnie), qu'ont donc été présentées cette année les suppressions d'emplois à nos représentants nationaux. Au niveau local, la même aberration avec TAGERFIP (qui remplace ORE et TSM).

Au final, on apprend que les soi disant gains de productivité ne justifient que 25% des suppressions nationales, le reste étant calculé par une contribution proportionnelle avec un taux établi à 2,05% pour le PLF 2012... le tout agrémenté de correctifs (métiers et environnementaux) et d'un ajustement de soutenabilité... Tels sont les éléments du tout nouveau et assez fantastique jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois. Sauf que la localisation des suppressions d'emploi ressemble plus au final à une loterie qu'à un projet logique.

Pour la Cgt, toutes les suppressions d'emplois proposées sont complètement injustifiées et nous n'envisagerons à aucun moment de vous demander - comme les nouveaux statuts en CTL vous le

permettent- de nous représenter un nouveau projet en reconvoation. Aucun poste, aucun service n'est en mesure aujourd'hui de subir une suppression. Nous condamnons les suppressions d'emplois globales et cela quel que soit l'habillement actuel ou à venir qui pourrait être donné à ce projet funeste.

Ces suppressions d'emplois sont bien une immense et dangereuse bêtise en terme d'exercice des missions et de conditions de travail. Elles sont également une insulte faite aux agents qui ne voient jamais la fin du processus et qui ne peuvent qu'être encore plus mal au vu de tout ce que nous apprenons de ci de là. Quid du scannage des 2042 par exemple ? Exit le syndrome France Télécom ? Quid encore des annonces de la Cour des Comptes ? En effet, nous avons vu que la DG a annoncé la mise en place d'un comité stratégique avec pour objectif l'examen de recommandations de la Cour des Comptes datant d'octobre dernier qui pointe de lourdes évolutions:

- Chorus, où la constitution à terme d'un service ou d'une agence autonome
- France Domaines, avec pourquoi pas un rattachement aux préfets
- Reprise du rapprochement CDI/CDIF
- Envisager la création de trésoreries hospitalières spécialisées affectées aux communautés hospitalières de territoires.
- Redéployer le réseau des trésoreries en envisageant de nouvelles fermetures
- Revenir aux notions de FRONT OFFICE – BACK OFFICE avec pôles d'expertises départementaux et même supra départementaux avec nouvelles fermetures
- réfléchir au regroupement de SIE entre eux et faire de même pour les SIP quand il y en a plusieurs au même endroit.
- Et bien sur la réingénierie des processus afin d'annoncer de fumeux nouveaux gains de productivité et continuer à détruire nos emplois et au final nos missions de Service Public.

Comment décevement voulez vous parler d'améliorer les conditions de travail, d'améliorer nos missions d'agir pour le moral des troupes ? Nous sommes venus juste pour rappeler que nous ne cesserons d'exiger:

L'arrêt des suppressions d'emplois ;

Un état des lieux des conditions d'exercice des missions et des charges de travail pour les agents ;

La détermination et la création d'un volume d'emplois nécessaires ;

La réouverture du dossier des doctrines d'emplois.

Pour la CGT le monde du travail doit imposer une autre répartition des richesses permettant de gagner la bataille de l'emploi, des salaires, des retraites et des conditions de travail.

Le nouveau fonctionnement des CTL, fait que seuls les élus votent et que si le vote des élus est unanimement contre le projet de l'administration, un nouveau CTL devra être convoqué... Sachez, dès à présent, que si tel devait être le cas, il se tiendra sans les élus de la CGT.